



## COMMUNIQUE

Lausanne, le 1<sup>er</sup> février 2021

### **NON à un accord néfaste pour notre agriculture, l'environnement et les droits humains**

**Le comité vaudois « Stop huile de palme » a présenté, ce matin, ses arguments contre la conclusion d'un accord de libre-échange avec l'Indonésie, soumis à votation le 7 mars prochain. Un oui à cet accord aurait un impact particulier sur le Canton de Vaud, premier producteur de colza du pays. Il faut donc non seulement refuser cet accord mais de toute urgence modifier le système agro-alimentaire actuel, qui ne profite qu'aux grandes industries, et le modèle du libre-échange dépassé et destructeur.**

Le comité « Stop huile de palme » a officiellement lancé ce matin sa campagne contre cet accord de libre-échange. Celui-ci aurait un impact particulièrement dommageable sur le canton en cas d'acceptation. En effet, Vaud est le premier producteur d'huile de colza du pays. Avec une demande en huiles oléagineuses en forte augmentation, il serait possible de renforcer encore cette production si les prix n'avaient pas autant baissé parallèlement, notamment en raison des marges prises par les distributeurs et de la concurrence accrue. Ainsi, entre 1990 et 2020, le prix du kilo de colza est passé de 2.10 CHF à 0.76 centimes. Le prix de production minimal du colza en agriculture conventionnelle revient à 1.80 CHF/kg. Les productrices et producteurs sont donc poussés à s'agrandir et à mécaniser, modifiant leur mode d'agriculture, renforçant le poids de l'industrie et de la distribution dans le secteur agro-alimentaire actuel qui n'hésitera pas, en cas de oui, à importer davantage d'huile de palme vu son faible coût. Au détriment des familles paysannes, mais aussi de l'environnement et de notre santé.

Car la culture de l'huile de palme est un désastre écologique. Elle détruit de vastes zones de forêts tropicales et fait ainsi disparaître un énorme réservoir de biodiversité en menaçant d'innombrables espèces animales et végétales. Comme monoculture, elle accentue aussi le réchauffement climatique, rasant de précieuses forêts fonctionnant comme puits de carbone. L'utilisation d'engrais et de pesticides toxiques est, en outre, élevée. Quant au label RSPO censé garantir la durabilité de l'huile palme importée, il fait l'objet de critiques depuis de nombreuses années. Ses lignes directrices sont nettement insuffisantes et n'empêchent pas la destruction des tourbières et des forêts tropicales humides riches en espèces. De plus, aucun mécanisme de contrôle indépendant n'est prévu par l'accord et il n'y aura aucune sanction en cas de violation.

Quant à l'impact sur les productrices et producteurs en Indonésie, il ne sera pas meilleur que pour nos agricultrices et agriculteurs indigènes. La production et la transformation d'huile de palme sont en effet dominées par l'agro-business. Les communautés et productrices et producteurs locaux sont quant à eux déplacé-e-s, empêché-e-s de cultiver en autosuffisance sur leurs propres terres et forcé-e-s à travailler dans d'immenses plantations dans des conditions précaires.

Cette forme de libre-échange nous semble appartenir au passé. Une économie durable doit être construite sur la protection de l'environnement et des producteurs locaux.



## COMMUNIQUE

Le comité vaudois « Stop huile de palme », est notamment constitué des organisations suivantes : Chrétiens au Travail, Jeunesse socialiste vaudoise, Les Jeunes Vert-e-s, Les Vert.e.s vaudois.es, Magasins du Monde, Parti socialiste vaudois, POP Vaud, solidaritéS, Uniterre.

*Pour tout renseignement*

*Lara Baranzini, Porte-parole romande de l'association Magasins du Monde, 021 661 27 03*

*Pierre Farron, secrétaire de l'association « Chrétiens au travail », 021 711 09 80*

*Christophe Grand, Secrétaire cantonal POP Vaud, 079 947 23 17*

*Gabriella Lima, porte-parole de solidaritéS, 079 316 13 86*

*Alberto Mocchi, Président des Vert.e.s vaudois.es, 079 774 97 04*

*André Muller, paysan et membre d'Uniterre, 021 652 75 50*